



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

37/jpr/gm

**Arrêté du 26 août 2025
portant mise en demeure à la société Essity
de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Kuenheim**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ESSITY OPERATIONS FRANCE pour son établissement de Kunheim dans le cadre du réexamen de ses conditions de fonctionnement,
- VU la visite d'inspection du 22 mai 2025,
- VU le rapport de l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection sus-visée,

VU les observations de l'exploitant en date des 11 juillet et 22 août, sollicitant notamment un délai supplémentaire en ce qui concerne la justification des dépassements constatés,

Considérant que l'article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020 rend applicable à l'installation l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui indique que « *les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]*»,

Considérant que la visite d'inspection du 22 mai 2025 susvisée a constaté que l'exploitant n'a pas fourni sur la plateforme GIDAF les éléments de justifications nécessaires aux dépassements en azote constatés en juin, octobre, novembre 2024 et en phosphore constatés en septembre 2024, qu'aucune action corrective n'a été mise en place éviter le renouvellement des dépassements constatés en MES (juillet et septembre 2024), en azote et en phosphore,

Considérant que l'article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020 rend applicable à l'installation l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui indique que « *« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »*,

Considérant que la visite d'inspection du 22 mai 2025 susvisée a constaté que l'organisme en charge des mesures n'a pas pu prouver sa certification COFRAC pour le prélèvement et l'échantillonnage, que le début du protocole d'échantillonnage entre l'organisme en charge des mesures et l'exploitant n'était pas au même horaire, que les contrôles effectués ne peuvent ainsi être considérés comme répondant à l'article 58 susvisé, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'exploitant a communiqué par courriels du 11 juillet et du 22 août 2025 susvisée, ses observations sur le rapport de visite susvisé, et sollicité un délai supplémentaire en ce qui concerne la justification des dépassements constatés,

Considérant que la demande est recevable puisqu'elle engage des acteurs extérieurs à la société,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :
« *indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.*»,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société ESSITY OPERATIONS FRANCE, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 151 Boulevard Victor Hugo à SAINT-OUEN-SUR-SEINE (93400), est mise en demeure de respecter, dans les délai prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 11 Route Industrielle à KUNHEIM (68320).

Article 2 : justificatifs des dépassements et actions correctives.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »

Article 3 : contrôle de recalage.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« III. [...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coopération européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6: le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 26 août 2025

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le directeur de cabinet, secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Thomas DIMICHELE